

Les jours d'après...



Les jours d'après...

Chaque jour qui passe, nous rapproche de la fin de cette crise sanitaire. Pardon de cette lapalissade mais sans doute est-ce bon de le rappeler, à la manière d'un baume appliqué sur une blessure vive...

Beaucoup d'entreprises en général et de transporteurs en particulier, sortent en effet meurtris et manquent de sérénité lorsqu'ils envisagent cette sortie totale ou partielle de ce confinement qui rabaisse l'économie de la France. Le quotidien Ouest-France s'en faisait l'écho poignant dans son édition du week-end du 5 avril dernier. Il y a déjà un mois...

« Récession » entend-on, ici où là, chez les commentateurs autorisés... ou pas.

Il est trop tôt pour sortir des conclusions, forcément hâtives, de cette période exceptionnelle puisque - seconde lapalissade ! -, nous y sommes encore...

Pourtant, lorsque l'on s'éloigne de l'immédiateté abrutissante des chaînes d'information en continue, parfois à courte vue, en prenant le temps de lire ou d'écouter certains politiques de tout bord (ceux qui pensent !), des intellectuels, des économistes, des sociologues ou des historiens, on se fait une idée des certitudes mises au jour par cette épreuve collective, elle aussi mondialisée...

Trait commun chez quasi tous ces observateurs : cette pandémie révèle les dépendances et les fragilités que les États mais aussi les acteurs économiques ont laissé s'accumuler au fil de trois décennies de mondialisation. Naturellement, ces dépendances et ces fragilités résultent de la mise en œuvre d'une philosophie économique affirmant qu'il fallait laisser chaque acteur individuel optimiser ses calculs économiques et qu'il en résulterait la plus grande croissance possible au niveau global.

Cette vision « économiciste » aujourd'hui montre ses limites.

L'aspect stratégique a été totalement négligé et le souci de sécurité légitime qui fonde le pacte entre l'État et les citoyens a été méconnu. Dans le domaine de la santé, c'est l'évidence, mais aussi dans le domaine de l'énergie, de l'agriculture et, peut-être surtout, dans celui du transport. Ce n'est pas impunément qu'on laisse la moitié de l'industrie se délocaliser à l'autre bout du monde ou de l'Europe...

C'est le sens de la déclaration du 29 mars dernier qu'avait faite Thierry BRETON, le Commissaire européen au Marché intérieur. Elle est presque passée inaperçue. Il a pourtant souligné l'importance pour chaque État de sauver son propre écosystème. Étrange conversion... Mais n'avions-nous pas alerté déjà, depuis longtemps ? On rappellera, incidemment, les combats de *l'Alliance* dans le cadre de l'Union Européenne pour défendre un marché intérieur du transport routier de personnes ou de marchandises, menacé de destruction par le low cost des pays d'Europe Centrale et de l'Est. Nous portons des convictions pour une concurrence plus équitable au sein du marché européen.

C'est dans cette cohérence que l'OTRE a interpellé par courrier le 17 avril dernier le secrétaire d'État aux transports, Jean-Baptiste DJEBBARI, à propos du cabotage en demandant l'activation de la clause de sauvegarde prévue par le règlement européen de 1983 permettant de mettre en pause ce dispositif pendant six mois... Où en sommes-nous début mai ? Ce ne semble pas être la priorité du gouvernement.

Le chef de l'État dans ses interventions audiovisuelles n'a cessé de rappeler que plus rien ne serait comme avant. Sans remettre en cause sa propre conviction, force est de constater que chaque pays devra faire son examen de conscience une fois cette crise terminée. Là encore, et c'est un changement de paradigme, le président de la République a souhaité une réappropriation

par l'État de ses responsabilités. L'ultra libéralisme serait-il l'une des victimes collatérales du Covid 19 ? On est en droit de s'interroger...

Cette correction de tir ne doit pas être mineure ou circonstancielle. C'est fondamental pour faire en sorte que nous puissions sortir, en pas trop mauvais état, de la crise qui s'est abattue sur nous.

C'est toute une reconstruction qu'il faut engager, un peu comme après 1945. Reconstruction qui ne se fera pas sans solidarité européenne. Si les États doivent être stratégiques, l'Europe doit être capable et doit être le financeur de ce véritable *Plan Marshall* du XXI^e siècle.

Le sénateur de l'Allier Claude MALHURET, ancien maire de Vichy, dans une superbe intervention au Sénat le 5 mai dernier, disait, à l'adresse du Premier ministre, avec justesse et finesse :

« Le déconfinement sera beaucoup plus difficile que le confinement. (...) Votre Rubicon est là, et vous n'avez d'autre choix que de le franchir sans trembler. Jusqu'à ce jour entre laisser mourir des hommes et suspendre l'économie, nous n'avons pas hésité et nous avons choisi le confinement. Le 11 mai en ouvrant les rues, les maisons, les entreprises et les administrations, ne laissons personne dire que nous ferions le choix inverse, celui de l'économie contre les hommes. Au contraire, poursuivre le confinement ou déconfiner trop timidement feraient aujourd'hui beaucoup plus de victimes. (...) parce qu'une crise économique, et celle qui vient sera l'une des pires, fait bien plus de victimes que le virus. Même si le fait de ne pas pouvoir les chiffrer permettra à tous ceux qui n'ont rien compris à l'économie et qui ne l'aiment pas, ils sont nombreux en France, de vous accuser de préférer les profits à la santé de nos concitoyens. Il faut ouvrir les portes et le faire sans hésiter. Et cela signifie faire confiance aux Français. Ils ont montré, personne ne l'aurait parié, qu'ils étaient capables aussi bien que des Coréens ou des Allemands, de respecter un confinement drastique. Ils ont compris les gestes, la prudence et la distanciation. Ils ont aussi compris les risques. C'est d'ailleurs pour cela que, s'ils souhaitent le déconfinement, ils le redoutent en même temps ».

Et l'ancien président de Médecins sans Frontière de conclure : *« Il y aura des bosses sur la route, monsieur le Premier Ministre, mais il faut prendre la route. Richelieu disait : « Il ne faut pas tout craindre, mais il faut tout préparer ». C'est la tâche qui vous attend aujourd'hui, c'est la tâche qui nous attend tous ».*

Tout est dit.

Philippe BONNEAU